

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20, calculée en tenant compte des points de bonification pour titres sportifs prévus au présent arrêté et des points obtenus à l'épreuve facultative de langue vivante étrangère, seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation commune et recevront une attestation de réussite valable seulement pour la discipline sportive choisie en option pour le mémoire.

TITRE III

Jurys d'examens.

Art. 7. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux épreuves de formation commune seront composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat du premier degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Des membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Des techniciens sportifs chargés de la formation des cadres.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat du deuxième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Un ou des membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Un ou des membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive ;

Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Un ou des techniciens qualifiés proposés par le comité national olympique et sportif français ;

Un médecin spécialiste de médecine sportive ;

Un ou des professeurs de langues vivantes étrangères.

3° En ce qui concerne le brevet d'Etat du troisième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant ;

Le directeur de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ou son représentant ;

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Un membre du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, titulaire du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif pour le sport concerné ;

Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Le président de la fédération sportive dirigeante concernée ou son représentant ;

Le directeur technique national concerné ou son représentant ou, à défaut, un cadre technique de haut niveau désigné par le ministre chargé des sports ;

Un médecin proposé par la fédération sportive dirigeante concernée ;

Un membre de l'enseignement supérieur, spécialiste de la matière traitée par le candidat dans son mémoire ;

Un ou des professeurs de langues vivantes étrangères.

La composition des jurys pourra être modifiée, par décision du ministre chargé des sports, suivant le sport concerné, la nature des épreuves et le nombre des candidats.

TITRE IV

Dispositions générales.

Art. 8. — Les programmes des épreuves feront l'objet d'annexes qui seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 9. — Les épreuves des examens de formation commune des brevets d'Etat du deuxième et du troisième degré sont notées de 0 à 20.

Art. 10. — Des points de bonification sont attribués aux candidats possédant un ou des titres sportifs, conformément aux dispositions figurant dans l'annexe qui sera publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 11. — Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du deuxième degré pourront demander à subir une épreuve orale facultative destinée à vérifier leurs connaissances d'une langue vivante étrangère.

Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du troisième degré pourront demander à subir une épreuve orale facultative destinée à vérifier leurs connaissances d'une langue vivante étrangère autre que celle faisant l'objet de l'épreuve obligatoire prévue à l'article 6 ci-dessus.

Pour ces épreuves facultatives de langue vivante étrangère qui seront affectées du coefficient 1, seuls seront pris en compte les points obtenus au-dessus de la moyenne.

Art. 12. — Aucun candidat ne peut se présenter à plus de trois sessions d'examen pour chaque degré.

Art. 13. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux examens de formation commune.

Art. 14. — Les candidats ayant satisfait avec succès à l'examen de formation commune et à l'examen de formation spécifique propres à chaque degré sont déclarés définitivement admis au brevet d'Etat du degré correspondant d'éducateur sportif, avec indication de la discipline sportive choisie pour l'examen de formation spécifique.

Art. 15. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les premier, deuxième et troisième degrés du brevet d'Etat d'éducateur sportif créé par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972.

Art. 16. — Des arrêtés détermineront les titres qui seront reconnus équivalents à chacun des degrés du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

Des mesures transitoires pourront être prises par le ministre chargé des sports pendant une période ne dépassant pas sept ans à partir de la date de publication du présent arrêté.

Art. 17. — L'arrêté susvisé du 5 décembre 1972 relatif à l'application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est abrogé.

Art. 18. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1974.

PIERRE MAZEAUD.

EXAMENS DE FORMATION SPECIFIQUE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 74-218 du 8 mars 1974 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Arrêté :

Art. 1^{er}. — La formation spécifique prévue à l'article 1^{er} du décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est régie par les règles déterminées ci-après.

Les examens de formation spécifique sont indépendants de ceux de la formation commune prévue par ledit décret et peuvent être subis à des sessions différentes.

TITRE I^{er}

Conditions et formalités d'inscription.

Art. 2. — Les candidats aux examens de formation spécifique organisés en application de l'article 1^{er} ci-dessus doivent satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

1° Etre âgé de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen pour se présenter aux épreuves du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

2° Etre titulaire depuis deux ans au moins du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

3° Etre titulaire depuis quatre ans au moins du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif.

Toutefois, à titre exceptionnel, le ministre chargé des sports pourra accorder des dérogations de délais d'ancienneté pour l'inscription aux examens des deuxième et troisième degrés aux candidats possédant la qualité d'athlète international du plus haut niveau, au titre de la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre chargé des sports pour l'activité sportive considérée.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature aux examens de formation spécifique des différents degrés du brevet d'Etat, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen de formation spécifique, établie sur papier libre et précisant obligatoirement le sport intéressé ainsi que le degré concerné du brevet d'Etat; cette demande sera accompagnée de deux photographies d'identité et d'une enveloppe timbrée portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat;

2° Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois;

3° Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du sport concerné datant de moins de trois mois;

5° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour s'inscrire aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif;

6° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour s'inscrire aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif;

7° Une autorisation parentale ou du tuteur légal pour les candidats n'ayant pas atteint la majorité légale;

8° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet national de secourisme délivré par la protection civile. Toutefois, la possession de ce brevet ne sera obligatoire que pour les sessions d'examen organisées à partir du 1^{er} janvier 1975;

9° Pour tous les sports aquatiques et nautiques, une copie ou une photocopie certifiée conforme de la pièce ou des pièces prévues à cet effet dans les annexes spécifiques du sport concerné.

Tout dossier de candidature incomplet sera refusé.

TITRE II

Nature des épreuves.

Epreuves de formation spécifique du premier degré.

Art. 4. — Les candidats au premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif devront satisfaire à des épreuves techniques, pédagogiques et pratiques.

Pour les sports à disciplines multiples (athlétisme, natation, etc.), les annexes spécifiques pourront prévoir des dominantes dans les épreuves

A. — Epreuves techniques (coefficient 2,5) :

a) Epreuve écrite. — Une épreuve portant sur la technique de l'activité sportive considérée (durée : trois heures; coefficient 1,5).

b) Epreuve orale. — Une interrogation portant sur les règlements généraux de la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre chargé des sports pour l'activité sportive considérée (coefficient 1).

B. — Epreuves pédagogiques (coefficient 3,5) :

Les candidats devront organiser, présenter et conduire une ou des séances d'initiation ou d'entraînement. Ces séances devront entrer dans le cadre d'un programme fédéral établi par le directeur technique national ou par le conseiller technique régional de ce sport.

Les candidats seront jugés sur :

a) Un texte de présentation et la conduite de la ou des séances (coefficient 2);

b) Un entretien avec le jury portant sur le contenu technique et le déroulement de la ou des séances (coefficient 1,5).

C. — Epreuve pratique (coefficient 3) :

Cette épreuve comportera la réalisation d'une ou de plusieurs difficultés techniques de l'activité sportive intéressée. Pour certaines disciplines, des dispositions particulières figurant aux annexes spécifiques pourront permettre d'exiger que l'épreuve soit subie « en situation » selon les règles d'acquisition d'un classement ou d'un grade se rapportant à un niveau de pratique attesté par la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation ministérielle de pouvoirs. L'attestation sera signée par le directeur technique national et visée par le président de la fédération concernée.

Toutefois, les candidats pourront être dispensés de l'épreuve pratique s'ils fournissent un certificat, signé par le directeur technique national, attestant qu'ils ont déjà satisfait à l'exécution de ces difficultés dans des conditions contrôlées par la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation ministérielle de pouvoirs.

Dans ce cas, le candidat se verra attribuer une note correspondant à son appartenance à une catégorie du tableau de classement figurant dans les annexes spécifiques de la discipline concernée.

Art. 5. — Les candidats ayant obtenu au moins 90 points pour l'ensemble des épreuves définies à l'article 4 ci-dessus seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation spécifique et recevront une attestation de réussite.

Epreuves de formation spécifique du deuxième degré.

Art. 6. — Les candidats au deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif devront satisfaire à des épreuves techniques, pédagogiques et pratiques.

A. — Epreuves techniques (coefficient 3) :

a) Epreuve écrite. — Une épreuve portant sur l'ensemble des problèmes de la pratique de haut niveau de l'activité considérée (durée : trois heures; coefficient 2);

b) Epreuve orale. — Une interrogation portant sur l'organisation et la réglementation administrative et sportive nationale et internationale du sport considéré (coefficient 1).

B. — Epreuves pédagogiques (coefficient 4) :

a) Organisation, présentation et conduite de séances d'information, de perfectionnement et d'entraînement s'adressant à des éducateurs et à des pratiquants (coefficient 3).

Ces séances devront s'effectuer sous le contrôle du directeur technique national ou de son représentant.

Les candidats seront jugés sur :

Un texte de présentation du contenu technique et pédagogique de la ou des séances;

La conduite de la ou des séances.

b) Préparation et présentation d'un rapport sur l'organisation et la conception d'un stage ou d'un cycle de stages de formation de cadres régionaux. Ce rapport pourra ne pas être le compte rendu de stages réellement dirigés par le candidat, mais un document exposant ses idées à ce sujet (coefficient 1).

Le texte de présentation et le rapport serviront de support à un entretien avec le jury, au cours duquel les moyens audiovisuels pourront être utilisés.

C. — Epreuve pratique (coefficient 2) :

Cette épreuve comportera la réalisation d'une ou de plusieurs difficultés techniques de l'activité sportive intéressée. Pour certaines disciplines, des dispositions particulières figurant aux annexes spécifiques pourront permettre d'exiger que l'épreuve soit subie « en situation » selon les règles d'acquisition d'un classement ou d'un grade se rapportant à un niveau de pratique attesté par la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation ministérielle de pouvoirs.

L'attestation sera signée par le directeur technique national et visée par le président de la fédération concernée.

Toutefois, les candidats pourront être dispensés de l'épreuve pratique s'ils fournissent un certificat, signé par le directeur technique national, attestant qu'ils ont déjà satisfait à l'exécution de ces difficultés dans des conditions contrôlées par la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation ministérielle de pouvoirs.

Dans ce cas, le candidat se verra attribuer une note correspondant à son appartenance à une catégorie du tableau de classement figurant dans les annexes spécifiques de la discipline concernée.

Les candidats pourront également demander l'application de la note déjà obtenue à ce titre lors de l'examen du premier degré du brevet d'Etat.

Art. 7. — Les candidats ayant obtenu au moins 90 points pour l'ensemble des épreuves définies à l'article 6 ci-dessus seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation spécifique et recevront une attestation de réussite.

Epreuves de formation spécifique du troisième degré.

Art. 8. — Les candidats au troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif devront satisfaire aux épreuves suivantes :

A. — Organisation, direction et enseignement direct en situation de responsabilité d'au moins deux stages nationaux :

a) Entraînement d'athlètes;

b) Formation de cadres,

sous le contrôle du directeur technique national ou de son représentant. S'il n'existe pas de direction technique au sein de la fédération, le contrôle sera effectué par le cadre technique de haut niveau désigné à cet effet par le ministre chargé des sports.

Les candidats seront jugés sur la conception, l'organisation, le déroulement de ces stages et le rapport qu'ils en effectueront.

La note globale définitive sera attribuée d'après le rapport général établi par le directeur technique national ou son représentant ou, à défaut, par le cadre technique de haut niveau susvisé.

Cette épreuve sera affectée du coefficient 3.

B. — Exposé écrit puis oral d'une étude prospective de l'organisation du sport considéré en ce qui concerne les compétitions, la formation des cadres, la détection, la sélection et la préparation de sportifs de haut niveau sous leurs aspects techniques, administratifs et sociaux (coefficient 3).

Art. 9. — Les candidats ayant obtenu au moins 60 points pour l'ensemble des épreuves définies à l'article 8 ci-dessus seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation spécifique et recevront une attestation de réussite.

TITRE III

Jurys d'examens.

Art. 10. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux épreuves de formation spécifique seront composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

1° En ce qui concerne les brevets d'Etat du premier et du deuxième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président
Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Un ou des membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Un ou des membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, choisis parmi les entraîneurs nationaux, les conseillers techniques régionaux et les conseillers techniques départementaux ou titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif du degré au moins égal pour le sport concerné ;

Le président de la fédération sportive dirigeante concernée ou son représentant ;

Le directeur technique national concerné ou son représentant ou, à défaut, un technicien de haute qualification proposé par la fédération sportive dirigeante concernée ;

Un ou des techniciens qualifiés proposés par la fédération sportive dirigeante concernée, choisis parmi les entraîneurs nationaux, les conseillers techniques régionaux et les conseillers techniques départementaux ou titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif du degré au moins égal pour le sport concerné ;

Un médecin proposé par la fédération sportive dirigeante concernée.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat du troisième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;
Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant ;
Le directeur de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ou son représentant ;

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;
Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Le président de la fédération sportive dirigeante concernée ou son représentant ;

Le directeur technique national concerné ou son représentant ou, à défaut, un cadre technique de haut niveau désigné par le ministre chargé des sports ;

Un médecin proposé par la fédération sportive dirigeante concernée ;

Un professeur d'université.

La composition des jurys pourra être modifiée, par décision du ministre chargé des sports, suivant le sport concerné, la nature des épreuves et le nombre des candidats.

TITRE IV

Dispositions générales.

Art. 11. — Les programmes des épreuves ainsi que la réglementation particulière à certaines disciplines feront l'objet d'annexes qui seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 12. — Les épreuves spécifiques des différents degrés du brevet d'Etat d'éducateur sportif sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération spéciale du jury.

Art. 13. — Aucun candidat ne peut se présenter à plus de trois sessions d'examen pour chaque degré.

Les candidats sont autorisés à ne subir à chaque session d'examen que les épreuves d'un ou de deux des trois groupes A, B et C pour les premier et deuxième degrés et que celles d'un des deux

groupes A et B pour le troisième degré. Dans ce cas, pour chaque groupe, seule la note totale donnée pour l'ensemble des épreuves du groupe et correspondant à une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 est acquise à titre définitif.

Art. 14. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux épreuves de formation spécifique.

Art. 15. — Les candidats ayant satisfait avec succès à l'examen de formation commune et à l'examen de formation spécifique propres à chaque degré sont déclarés définitivement admis au brevet d'Etat du degré correspondant d'éducateur sportif, avec indication de la discipline sportive choisie pour l'examen de formation spécifique.

Art. 16. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les premier, deuxième et troisième degrés du brevet d'Etat d'éducateur sportif créé par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972.

Art. 17. — Des arrêtés détermineront les titres qui seront reconnus équivalents à chacun des degrés du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

Des mesures transitoires pourront être prises par le ministre chargé des sports pendant une période ne dépassant pas sept ans à partir de la date de publication du présent arrêté.

Art. 18. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1974.

PIERRE MAZEAUD.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 47-233 du 27 janvier 1947, modifié par le décret n° 56-188 du 13 février 1956 et par le décret n° 68-666 du 19 juillet 1968, autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret n° 64-669 du 27 juin 1964, modifié par le décret n° 68-194 du 23 février 1968, fixant le cadre des délégations de signature pouvant être données par arrêté du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret n° 70-315 du 10 avril 1970 portant réorganisation du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 71-245 du 2 avril 1971 portant organisation des services du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement ;

Vu le décret du 1^{er} mars 1974 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 74-226 du 8 mars 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu l'arrêté du 10 mai 1974 nommant M. Gadant (Jean), ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, en qualité de chef de service à l'administration centrale,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Gadant (Jean), chef de service à l'administration centrale, à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural, pour ce qui concerne le service des forêts :

1° Tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exclusion des décrets ;
2° Les conventions, contrats et avenants ;
3° Les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gadant (Jean), délégation est donnée à :

M. Lesguillier (Bertrand), inspecteur général des eaux et des forêts d'outre-mer ;

M. Bazire (Pierre), ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts ;

M. Madec (Jean-Hervé), ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts,

à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural et dans la limite de leurs attributions respectives :